

AVANT-PROPOS

Pour les hommes politiques français, maîtriser la langue anglaise est devenu un impératif. Une posture qui leur confère, aux yeux de leurs concitoyens, une stature internationale. Tous ceux qui entendent jouer un rôle dans la campagne présidentielle, ouverte depuis le second tour des cantonales de mars 2011, figurants compris, connaissent le *storytelling*. La plupart sont coachés par des « communicants », qui veillent à leur image et la modèlent.

Depuis la présidence Clinton, les Américains ont généralisé l'usage en politique du *storytelling*, l'art de raconter des histoires pour vendre. C'est une pratique plus récente dans l'Hexagone. Nicolas Sarkozy est le premier président à avoir appliqué cette technique qui consiste à scénariser sa vie à la façon dont un film biographique, un *biopic*, retrace à l'écran la vie d'un personnage, en prenant des libertés avec la réalité historique. Il s'agit d'inscrire ainsi l'itinéraire de l'homme politique dans un récit qui légitime aux yeux des électeurs sa capacité à exercer la fonction. Alors que le célèbre « J'y pense tous les matins en me rasant » de Nicolas Sarkozy lança sa campagne de 2007, la « machine à perdre » d'Édouard Balladur, elle, fut déclenchée par une injonction malheureuse, et publique celle-là, de l'ami de trente ans de Jacques Chirac : « Voilà ce que je suis et pourquoi je suis légitime. »

L'objectif de ce livre, rédigé par des journalistes politiques qui les côtoient depuis de nombreuses années, est de faire découvrir au-delà de ce qu'ils disent, « leur réalité derrière la com' ». Les auteurs participent, souvent depuis longtemps, au cirque politico-médiatique. Au fait de la vie de ces femmes et de ces hommes lancés à la conquête du pouvoir, ils s'appliquent avec ces quelque vingt portraits à décrypter les postures, souvent aux antipodes de leur personnalité, de ceux dont la première ambition est de capter les suffrages. Au-delà des discours, la finalité de l'action du politicien ne consiste-t-elle pas essentiellement à engranger des voix ?

L'angle le plus souvent retenu pour ces portraits est le décalage entre l'« image » du leader politique et son véritable moi, qui surgit à peine les micros et caméras se sont-ils volatilisés.

Les gourous de la communication – la première star en fut Jacques Séguéla avec la campagne de Mitterrand en 1981 – s'appellent aujourd'hui Laurent Habib, Franck Tapiro, François-David Cravenne. Conseillers aux avant-postes, ils imposent à leurs clients des changements parfois radicaux. Comportement, style de vie, physique, tenue vestimentaire : tout doit être « raccord » avec le positionnement défini. Un travail qui court sur plusieurs années. Selon ces stratèges, l'issue de la présidentielle de 2012 se jouera sur la capacité du candidat à juguler la crise économique, à redresser la France qui tombe, à éponger la dette publique. D'où la posture de certains candidats qui se drapent désormais dans des habits de « docteurs ès sciences économiques », eux qu'on a connus naguère experts en bons mots et fins manœuvriers. Certains communicants parient ainsi sur une France déboussolée par la montée de l'immigration et de la violence. D'où la posture martiale et l'œil rivé sur la ligne bleue des Vosges d'autres prétendants...

Posture, positionnement... : ne nous y trompons pas, les vingt qui figurent dans ce livre ont le dessein, sinon d'exercer le pouvoir, du moins de renforcer leur stature, leur légitimité au sein de leur propre camp. Qu'il semble loin le temps des De Gaulle, Pompidou, Mitterrand et autres Chirac dont la statue du commandeur fut le socle de la campagne présidentielle. À l'inverse, Giscard misa sur la carte populiste et tenta de faire oublier sa particule. Or ses initiatives – dîners chez le Français moyen, petits déjeuners d'éboueurs à l'Élysée et airs d'accordéon – le menèrent à l'échec en 1981. Mais il est vrai qu'on en était encore aux prémices de ce qui est aujourd'hui élevé au rang de « science ».

Pourquoi Sophocle? Nous ne sommes pas un groupe de réflexion corporatiste comme ceux qui émergèrent dans la foulée des Gracques lors de la campagne présidentielle de 2007, assemblée de hauts fonctionnaires, anciens des cabinets ministériels des gouvernements Jospin, qui fit irruption pour peser sur la rénovation de la gauche.

Nous ne sommes pas un groupe de pression, mais des journalistes qui ont décidé pour une fois de travailler collectivement, fait rarissime dans une profession elle aussi dominée par l'ego et l'individualisme. Sophocle s'est fixé la mission de lever un coin du voile, de dire qui sont vraiment, derrière le masque, les politiques qui aspirent à nous gouverner.

Première partie

LES TÉNORS

NICOLAS SARKOZY

Roi-Soleil d'un régime médiatique

Fiche d'identité

Nom : Sarkozy

Prénom : Nicolas

Âge en 2012 : 57 ans

Terre d'élection : Neuilly-sur-Seine

Fonction principale : président de la République

Sur scène : « Je veux vous protéger »

Dans la loge : « L'État, c'est moi tout seul »

Message subliminal : « Je vous protégerai »

Comprendre : « Je veux rester »

Arme fatale : les manettes du pouvoir

Défaut majeur : ne croit qu'en lui-même

Qualité première : la persévérance

Haine primale : les grands

Mentor politique : lui-même

Secret inavouable : complexé par sa taille

Repères

1955 : naissance le 28 janvier à Paris

1977 : conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine

1978 : maîtrise de droit privé

1979 : Institut d'études politiques de Paris

1981 : certificat d'aptitude à la profession d'avocat

1982 : mariage avec Marie-Dominique Culioli

1983 : maire de Neuilly-sur-Seine

1984 : rencontre Cécilia Ciganer-Albéniz

- 1988 : député des Hauts-de-Seine
- 1994 : porte-parole du gouvernement Balladur, ministre du Budget, puis du Budget et de la Communication
- 1996 : mariage avec Cécilia Ciganer-Albéniz
- 1999 : tête de liste RPR-DL aux européennes, président par intérim du RPR
- 2002 : ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales
- 2004 : président du conseil général des Hauts-de-Seine
Ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, élu président de l'UMP
- 2005 : premier départ de Cécilia Sarkozy
- 6 mai 2007 : élu président de la République française
- Octobre 2007 : annonce de la séparation d'avec Cécilia Sarkozy
- Décembre 2007 : officialisation de la liaison avec Carla Bruni à Disneyland Paris
- Février 2008 : mariage avec Carla Bruni
- Mai 2011 : Carla Bruni est enceinte, annonce son beau-père Pàl Sarkozy

Il se prend pour Louis XIV.

Pas à cause de ses talonnettes. D'ailleurs, les siennes ne sont pas rouges, mais noires. Il les veut discrètes.

Pas pour son goût pour ce qui brille et qui symbolise la puissance. Ce n'est pas parce que Nicolas Sarkozy a aimé marquer sa victoire de quelques gestes « bling-bling » qu'il peut prétendre à la magnificence du souverain solaire. Aucune Rolex, aucune paire de lunettes noires ne reflétera sa réussite autant que le soleil démultipliant ses rayons dans les miroirs de la galerie des Glaces.

Nicolas Sarkozy se prend pour Louis XIV, sa devise est : « L'État, c'est moi. » Il n'est pas certain que Louis XIV ait jamais prononcé ces mots, mais le monarque de Versailles

a tellement incarné l'absolutisme que la formule lui est attachée. Tout au long de son règne, Louis XIV n'a cessé de concentrer et conforter les pouvoirs entre ses mains.

Dès qu'il a accédé au palais de l'Élysée, Nicolas Sarkozy a pratiqué le pouvoir de telle sorte qu'il est devenu l'hyperprésident. Celui qui se mêle de tout, veut tout savoir et décide de tout. Marqué par la Fronde, qui avait inquiété ses jeunes années de roi encore mineur, Louis XIV s'est toujours méfié des corps intermédiaires, de la noblesse d'épée, à laquelle il a préféré la noblesse de robe. Mieux placé que quiconque pour savoir que l'on n'est jamais trahi que par les siens, le président Sarkozy s'est constamment efforcé de couper les ailes à ses amis trop doués. Dominique de Villepin est son Fouquet. Il ne supporte ni sa flamboyance ni son indépendance. Avec l'affaire Clearstream, il lui instruit un procès aussi long que celui du surintendant du Roi.

N'est-ce pas le Roi-Soleil qui a poussé à l'extrême le système de cour, à l'étiquette exigeante; et qui par le jeu des faveurs royales a maîtrisé les ambitions et les rivalités de cette noblesse vaniteuse?

N'est-ce pas Nicolas Sarkozy qui anime une cour élyséenne, dont on peut être répudié au gré des humeurs du monarque ou de sa favorite, c'est-à-dire son épouse? Portée au pinacle, propulsée à la tête d'un portefeuille régalien, sans aucune expérience ministérielle ou parlementaire, Rachida Dati doit s'exiler à Bruxelles quand Carla Bruni devient Première dame. Exilé, lui aussi, à Los Angeles, David Martinon, choucho de l'ère cécilienne. Revenus en grâce, Brice Hortefeux, Frédéric Lefebvre et Pierre Charon. Ce dernier étant de nouveau mis à distance, pour mécontente avec Carla, celle qui lance les modes élyséennes depuis fin 2007. Quant à Brice Hortefeux, il est sacrifié sur l'autel de la raison d'État, c'est-à-dire aux ambitions personnelles du chef de l'État en février 2011.

La première décision du roi Louis XIV, après la mort de Mazarin, fut de supprimer le poste de ministre principal.

L'un des premiers messages adressés à François Fillon par le président Sarkozy fut de lui faire savoir qu'il était un « collaborateur » et non un Premier ministre, contrairement à la plupart de ses prédécesseurs à Matignon, sous la V^e République.

C'est Louis XIV qui a fait progresser une monarchie judiciaire (héritée de Saint Louis rendant justice sous un chêne) vers une monarchie administrative, à la tête de laquelle règne le monarque. Le Roi-Soleil a créé une administration à sa main, fonctionnant par sa seule volonté, par la seule grâce de son pouvoir de nomination, et par sa capacité à faire et défaire les carrières et les fortunes.

Nicolas Sarkozy s'est heurté aux grands corps de l'État qui ne se pliaient pas assez à sa volonté. Il s'est mis à dos la magistrature en accusant ses fonctionnaires de mal rendre la justice, pouvoir régalien s'il en est. Il a modifié les autorités de contrôle indépendantes, qui avaient le pouvoir de contester son administration. La défenseure des enfants, le médiateur de la République, la Halde, la Commission nationale de déontologie de la sécurité, ces instances ont été regroupées dans un même corps, sous la responsabilité d'une seule personne dépendant du pouvoir.

Louis XIV justifiait l'absolutisme de son pouvoir par le mystère divin de la raison d'État, que, seul, le souverain était à même d'apprécier. Il jugeait donc inconcevable de le partager : « C'est à la tête seulement qu'il appartient de délibérer et de résoudre, et toutes les fonctions des autres membres ne consistent que dans l'exécution des commandements qui leur sont donnés. »

Nicolas Sarkozy ne se croit pas élu par le divin, mais par les Français. Il justifie sa gestion personnelle du pouvoir par sa victoire à l'élection présidentielle. Son score est son sceptre. Il se sent porté et investi d'une mission

définie par son projet de candidat. L'hôte de l'Élysée n'est pas monarchiste. Il demeure un républicain respectueux et sincère, mais il est persuadé que lui seul est responsable de sa victoire et de celle de la majorité à l'Assemblée nationale. Les députés de la majorité lui doivent leur élection car ils ont été portés par la vague sarkozyste de la présidentielle.

Il a organisé sa machine de guerre UMP. Ce fait est incontestable. C'est lui qui a signé et incarné son projet présidentiel. Là encore, le slogan « travailler plus pour gagner plus » est incontestablement le sien. C'est lui, en tant que président de la République, qui nomme ses ministres. C'est donc à lui seul qu'ils sont redevables de leur fonction. La formule constitutionnelle selon laquelle le président choisit son gouvernement sur proposition du Premier ministre ne relève à ses yeux que d'une vaste hypocrisie, puisque le chef du gouvernement lui-même tient son pouvoir du chef de l'État.

De ce point de vue, Nicolas Sarkozy a le mérite de révéler l'hypocrisie qui habite notre régime. Ainsi en est-il de la nomination du président de France Télévisions ou de celui de Radio France. Personne n'imagine que le CSA nomme ces responsables médiatiques selon son seul bon vouloir. Souvenez-vous de Philippe Guillaume, placé à la tête d'Antenne 2 et de France 3, contre la volonté de François Mitterrand, et qui l'a chèrement payé, au point de démissionner un an et demi après.

En décidant que les PDG de l'audiovisuel public seraient désormais nommés en Conseil des ministres, Nicolas Sarkozy sort de l'hypocrisie. Chacun a bien compris que c'est lui qui les choisit. Il n'éprouve aucun complexe à exercer son pouvoir de façon très personnelle. D'autant que c'est pour cette raison qu'il a voulu le pouvoir. Pour être au sommet et décider lui-même, sans dépendre de personne. Président de la République, il est le plus heureux

des hommes. Il n'y a plus aucune autorité au-dessus de lui, il est enfin son seul maître.

Seulement, Nicolas Sarkozy ne vit pas dans le monde de Louis XIV. Il est un élu du XXI^e siècle, celui de la mondialisation et de la médiatisation. Louis XIV pouvait museler et censurer selon son bon vouloir, Nicolas Sarkozy vit dans un monde où les journalistes sont libres, où l'information fait le tour de la planète en moins d'une heure, et où il est impossible de la maîtriser. C'est, d'ailleurs, le grand regret du chef de l'État. Il ne comprend pas pourquoi l'État subventionne des journaux, via les aides au prix du papier, ou des télévisions et des radios publiques, sans en obtenir en retour des articles et des commentaires, au moins compréhensifs, vis-à-vis de sa personne. Il ne comprend pas comment l'État actionnaire est si peu respecté.

Or le véritable contre-pouvoir, c'est l'opinion, et dans sa logique, l'opinion est en grande partie faite par la presse. Pour accéder au pouvoir, la stratégie de communication de Nicolas Sarkozy a donc consisté à cajoler la presse.

Le porte-parole d'Édouard Balladur lors de la campagne de 1995 n'avait pas son pareil pour plaire aux journalistes. Nicolas Sarkozy a le don de créer une convivialité désarmante. Il prend son interlocuteur par le bras, le tutoie très vite, l'appelle par son prénom, se confie, mêle vie politique et vie privée, arrache quelques confidences en retour, dont il se souvient pour nourrir cette proximité intéressée.

Devenu ministre, il continue sur la même voie. Mais c'est à son arrivée Place Beauvau que Nicolas Sarkozy atteint le sommet de cet art si particulier, celui de la meilleure façon d'accommoder la presse. Il met en scène sa vie privée avec Cécilia. Celle-ci devient l'un de ses atouts pour toucher le cœur des journalistes. Elle parle de sa vie de famille, témoigne de son admiration pour son « homme ». Les défenses tombent. Et elles tombent encore mieux quand Nicolas Sarkozy s'en prend à Jacques Chirac.

Le président Chirac se méfie de la presse. Mené par sa fille Claude, son entourage tient les médias à distance. La communication est verrouillée et extrêmement maîtrisée. Rien ne sort du « Château » qui ne soit autorisé. Jacques Chirac ne donne jamais de conférence de presse en France, et, dès qu'il est à l'étranger, il s'abrite derrière cet argument pour ne répondre à aucune question concernant la politique intérieure.

Nicolas Sarkozy reçoit les plaintes des journalistes déçus par cet ostracisme chiraquien. Il joue donc une partition inverse. Il s'amuse à organiser de grandes conférences de presse Place Beauvau, à deux pas de l'Élysée. Chacun est convié. Toutes les questions sont les bienvenues. C'est une démonstration de force vis-à-vis de Jacques Chirac. Un message publiquement clamé : « J'aime la presse et elle me le rend bien. » Mais cette opération de charme ne serait pas complète sans les *off*. Sarkozy abreuve les médias de confidences. Il détaille les mécanismes de son ambition, s'affiche comme un homme de droite sans complexe. Son ton est familier et sans langue de bois.

Sa technique la plus aboutie est d'impliquer sa cible dans son discours, en la valorisant. Lorsqu'il se trouve en déplacement avec un journaliste réputé être de gauche, c'est en cette qualité qu'il le présente à ses interlocuteurs politiques. « Attention à lui, il est de gauche, il ne votera jamais pour moi. Il n'est pas facile à convaincre, mais c'est pour ça que je l'aime bien. C'est très intéressant de discuter avec lui ! » Quel que soit son professionnalisme, le journaliste ainsi traité est toujours un peu flatté. Il a tendance à baisser sa garde. Inconsciemment, il mettra un adjectif un peu moins abrupt qu'il le voulait dans son papier. Son souci de rendre compte honnêtement de la position de Nicolas Sarkozy redoublera, au risque de perdre la distance nécessaire à l'exercice de sa profession. Le travail de Sarkozy est insidieux, persévérant.

Ses amabilités sont accompagnées du sourire inébranlable de Franck Louvrier, son chargé de communication, qui veille à la bonne image du patron. Toujours disponible et avenant, il répond inlassablement aux questions de la presse. Il oriente avec douceur et corrige avec doigté. Il suit avec attention toutes les rencontres de son patron avec la presse et encourage les discussions en *off* avec quelques-uns. Il relit les articles qui découlent de ces rencontres et décrypte les méthodes de travail, les réseaux d'amitié entre journalistes. Il connaît ceux qui travaillent ensemble, ceux qui sont en concurrence permanente. Il sait jouer de leurs rivalités pour placer en quarantaine celui qui n'a pas bien utilisé le *off*.

Car avec Nicolas Sarkozy en route vers le sommet, le *off* devient du *on*, surtout quand il tape sur Jacques Chirac. Mais ces attaques sont toujours relatées avec la distance ou l'humour qui convient. Les propos trop violents sont placés sous le boisseau. Quand une journaliste, nouvelle venue dans ce cercle médiatique, raconte les méchantes blagues de Nicolas Sarkozy contre les sumos, si chers à Jacques Chirac, Franck Louvrier ne s'émeut pas: « Elle n'a pas l'habitude de travailler avec Nicolas. » Le conseiller en communication se charge de le lui apprendre.